



Le devoir de l'Europe vis-à-vis de l'Inde et de la Chine

**Karine
Lisbonne-de Vergeron***

Alors que se tient aujourd'hui un sommet Inde-UE à Delhi, la spécialiste en politiques européennes rappelle l'impératif de la compétitivité de l'Europe à l'égard de ses deux premiers partenaires commerciaux.

Le 12^e sommet Inde-Union, qui se déroule actuellement à Delhi, devrait être suivi par le sommet économique bilatéral Europe-Chine, mardi prochain, à Pékin. Ces deux rencontres seront importantes, parce que la crise de la dette publique et de la croissance au sein des Etats occidentaux les plus avancés s'est accompagnée d'un renforcement de l'ascension économique de l'Asie, en premier lieu de ses deux géants, Chine et Inde. Elles comptent également, car l'Union européenne est toujours leur premier partenaire commercial. Elle se doit de le rester.

Or, à l'inverse des relations sino-européennes, la part relative de l'UE dans le commerce indien a decru ces dernières années. L'Inde ne se situe évidemment pas au même rang que la Chine en matière de puissance économique et ne représente encore qu'une fraction (un cinquième) des échanges Chine-UE. En 2008, l'UE etait pourtant avec l'Inde le plan d'action d'un « partenariat stratégique » initié en 2004, invitant à renforcer leur coopération dans un ensemble de domaines. Si l'efficacité globale du partenariat a été souvent perçue comme inégale, en particulier sur le plan politique, la cohésion de l'Europe sur le plan économique est restée une pierre angulaire des relations bilatérales. L'accord de libre-échange entre l'Europe et l'Inde, en cours de négociation depuis 2007, pourrait maintenant être finalisé prochainement. Nous aurions tort de ne pas en prendre la mesure.

Pour de nombreux Indiens, l'Europe est d'abord perçue comme un ensemble de pays en crise, en déclin relatif pris un à un et avec des doutes sur leur capacité à renforcer une identité collective sur le plan géopolitique. Les Chinois sont, eux, beaucoup plus confiants en la capacité de la zone euro à sortir de la crise, parce qu'ils considèrent l'Europe comme un grand projet d'intégration. Le scepticisme de Delhi n'est pas nouveau, mais il est étayé par l'idée qu'il est crucial aujourd'hui pour l'Europe de continuer à consolider la gouvernance économique de l'euro dans le sens engagé ces dernières semaines. C'est aussi en regard un enjeu majeur pour les pays européens face au défi que des puissances émergentes, comme l'Inde, dans une moindre mesure que la Chine, représenteront de plus en plus en termes de compétitivité économique dans les années à venir - la part de l'Inde dans l'économie mondiale devrait passer de 2 % en 2010 à 12 % en 2050. La question posée par ces regards indiens est finalement celle de la compétitivité des pays européens. Une question qui est, à raison, au cœur des débats de la campagne présidentielle en France. La France comme l'Europe ont les atouts nécessaires pour consolider et réussir leur sortie de crise, à condition notamment de renforcer les capacités en matière tech-

nologique, d'avancer dans la voie de grands projets industriels, en particulier à l'échelle de l'Europe, de conforter les initiatives en matière de recherche de pointe et d'innovation.

La sélection finale du Rafale ce 1^{er} février dans le cadre de l'appel d'offres pour équiper l'armée de l'air indienne est en ce sens un véritable succès pour la France dans un secteur technologique à très haute valeur ajoutée. Mais il serait inexact de limiter les raisons de cette réussite au contexte bilatéral franco-indien. L'importance de l'Europe pour l'Inde dans son ensemble y a aussi contribué. De la même façon, la situation actuelle économique de la France ne peut être séparée d'un contexte européen et d'un regard sur la situation mondiale. En

Pour de nombreux Indiens, l'Europe est perçue comme un ensemble de pays en crise

particulier parce que l'émergence des géants asiatiques nous contraint à penser en des termes qui vont au-delà de l'immediat et du court terme. Conséquence importante de la crise, ces profonds changements sont aujourd'hui de mieux en mieux compris et connus des citoyens européens. La France comme l'Allemagne ont en ce sens raison de placer l'impératif de réforme de la zone euro dans ce nouveau contexte international, dans lequel l'Europe ne représente que moins de 10 % de la population mondiale et plus de 20 % du PIB mondial. A tel point qu'il est par conséquent urgent que les Européens aient le courage d'une plus grande unité de sens.

*Auteur de « L'Europe vue de Chine de l'Inde depuis la crise », publiée conjointement par la Fondation Konrad Adenauer (Allemagne) et la Fondation

Robert Schuman.

